

L'après-tempête à Météo-France

Les ouragans de Noël 99 ont marqué la France. Durablement.
Ils marqueront Météo-France. Durablement.

Nous sommes là au cœur même de nos missions. C'est notre raison d'être que de participer à la sécurité des personnes et des biens.

Et c'est notre responsabilité maintenant de tirer tous les enseignements des catastrophes que nous venons de vivre. D'autant que ces ouragans n'ont constitué que la touche finale d'une série de violences météorologiques particulièrement lourde en 1999. Les conséquences de ces épisodes, dont certains ont été absolument dramatiques, témoignent de la vulnérabilité persistante (parfois même aggravée) de notre société à ces paroxysmes climatiques.

Ces événements seront donc tous étudiés d'un point de vue scientifique. Il est évidemment nécessaire que l'on comprenne leurs mécanismes physiques.

Par ailleurs, les outils, les expertises et les procédures de prévision dont nous disposons et les informations qu'ils ont permis de fournir lors des drames concernés seront également évalués. Cette évaluation mettra sans aucun doute en évidence les progrès considérables de la prévision météorologique durant la dernière décennie ; elle soulignera aussi l'existence de quelques zones relativement plus résistantes à ces progrès.

A ce stade, il semble aussi déjà possible d'affirmer que les enseignements météorologiques essentiels doivent concerner les modalités d'information du grand public. Les services de l'État chargés de la sécurité des personnes et des biens sont aujourd'hui alertés selon des procédures précises, élaborées et évaluées en commun avec les services de l'État. En revanche, la fourniture d'information au grand public, par l'intermédiaire notamment de la presse et des médias audiovisuels, n'est pas organisée avec la même précision. On a longtemps considéré que cette mission d'alerte du public n'appartenait pas à Météo-France, mais une évolution sociologique majeure se fait jour, manifeste encore lors des récents cataclysmes, qui montre qu'il ne suffit plus d'avertir les « autorités » mais qu'il convient d'alerter directement, en temps réel, la population elle-même.

Cependant, et ceci est un autre enseignement évident des récents événements, il faut aussi que la gravité des phénomènes soit non seulement annoncée mais pleinement comprise par ce grand public. Pour minimiser ces incompréhensions, il semble souhaitable de généraliser la mise en place « d'échelles de risque » qui, sur le modèle de celles qui existent déjà pour les cyclones, les avalanches ou les tempêtes en mer, permettront de classer suivant une gradation simple les phénomènes météorologiques et de permettre au grand public d'en évaluer les conséquences possibles en terme de dégâts, de danger, etc.

Ces deux chantiers concernant les modalités de l'information du grand public et la définition d'échelles de risque ont d'ores et déjà été évoqués avec la Sécurité civile.

Olivier Moch

Directeur général adjoint de Météo-France
chargé des Missions institutionnelles
et des Affaires internationales

*Extrait de Atmosphériques,
trimestriel publié par Météo-France
(N° 6 d'avril 2000)*